



LES ECHOS DE LA PRESSE

numéro 5. Juin



MEDIAS
NATIONAUX
Secteur tourisme



EMPLOI

LES TRAVAILLEURS DE NUIT RECLAMENT DE L'AIDE DE LA PART DE L'ETAT

<https://lexpress.mg/09/06/2020/emploi-les-travailleurs-de-nuit-reclament-de-laide-de-la-part-de-letat/>

Plus de quatre cent personnes n'ont plus de travail jusqu'à présent dans le milieu de la restauration et le travail de nuit, comme dans les discothèques et autres. Ces derniers qui ne peuvent travailler à cause des couvre feu et les mesures restrictives prises pour lutter contre le coronavirus dans le pays. Hier, à Antanimena, ils ont brandi une banderole indiquant leur précarité durant la période de crise. Le secteur de la restauration est frappé de plein fouet par la crise, et c'est également le cas pour les personnes travaillant la nuit au niveau des discothèques et des casinos et autres sont les plus touchées.

« Comme tous nos compatriotes, on fait face à de nombreuses difficultés actuellement. Puisqu'on ne peut même pas travailler à cause de la situation. La plupart ont des familles à nourrir, d'autres sont restés bloqués dans la capitale, alors qu'ils ne travaillent plus et ils n'ont plus aucune épargne », déplore Naly Eddy Andriamananony, représentant des travailleurs. Ils adressent également une sommation à l'Etat afin de trouver une solution à leur problème. « On a déjà entamé de nombreuses procédures. Nous avons formulé une demande. On donne un délai afin que les responsables étatiques puissent nous tendre la main et nous appuyer », enchaîne le représentant.



ECOTOURISME

LE MNP SOUFFRE DE L'ABSENCE DE VISITEURS DANS LES AIRES PROTEGEES

<https://www.booknews.today/covid-19-tourisme-a-madagascar/>

Depuis **l'annonce** des mesures de confinement à Madagascar, les visites écotouristiques dans les Parcs nationaux de Madagascar ont été temporairement suspendues. Des milliers **d'acteurs** du tourisme se retrouvent actuellement sans emploi suite à la crise sanitaire provoquée par le Covid-19. Néanmoins, Madagascar National Parks de son côté **s'efforce d'entretenir** les parcs.

Une crise qui touche tout un écosystème

Ranohira, la Commune rurale localisée dans la région Ihorombe, est **l'une** des zones les plus touchée par la stagnation touristique. Les opérateurs touristiques dans cette zone occupent la plus grande majorité de tous les secteurs **d'activité**. Les hôteliers et restaurateurs qui emploient pas moins de 250 personnes ainsi **qu'une** dizaine **d'hôtels** et 18 restaurants sont actuellement en crise. Avec **l'arrêt** de toutes activités touristiques à Ranohira, les guides et les porteurs au nombre de 200 se retrouvent sans emploi. En outre, le gestionnaire de **l'Aire** Protégée est également affecté par cette crise. Le Parc National Isalo a attiré près de 4 911 visiteurs le mois de mai et juin 2019. Malheureusement, ces chiffres sont tombés à néant au cours de la même période cette année.

Les activités techniques continuent

Madagascar National Parks (MNP) souffre le plus de cette absence de visiteurs. Les droits **d'entrée** des visiteurs des aires Protégées leur ont permis de « payer le salaire » des personnels ainsi que « **d'investir** dans des matériels pour le bon fonctionnement des sites mais aussi « prendre part au développement de la population avoisinante » de ses Aires Protégées. Malgré la situation difficile de **l'industrie** du tourisme, les activités techniques selon les urgences et les priorités liées à **l'écotourisme** au sein des Aires Protégées gérées par la MNP continuent.

« Le désensablement de la piscine naturelle, **l'entretien** des circuits, des pistes **d'accès**, des sites de camping, du poste de contrôle ainsi que le contrôle journalier de chaque entrée du Parc pour éviter toute forme de visite non autorisée font par exemple partie des tâches que nous effectuons même si le Parc est fermé aux visiteurs » a souligné Yves Rambelison, Chef de Volet Ecotourisme du Parc National Isalo, dans un communiqué de presse.



AIRES PROTEGEES: DES MILLIERS DE PERSONNES PARALYSEES PAR LE ZERO TOURISTE

<http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2020/06/10/aires-protegees-des-milliers-de-personnes-paralysees-par-le-zero-touriste/>

Des milliers de personnes qui vivaient des revenus touristiques dans le cadre de la promotion des Aires Protégées gérées par Madagascar National Parks, sont impactés directement par la crise sanitaire qui sévit dans le pays. En effet, ils sont paralysés par le zéro touriste étant donné que les visites éco-touristiques au sein des parcs nationaux ont été momentanément suspendues. Du jour au lendemain, les différents acteurs du tourisme se sont retrouvés démunis et désemparés face à cette situation **d'exception**. A titre **d'illustration**, la commune rurale de Ranohira dans la région d'Ihorombe fait partie de nombreuses localités victimes de cette crise sanitaire liée à la pandémie de covid-19. Cette ville qui est considérée comme le point de départ de l'**exploration** du « colorado malagasy » vit exclusivement de l'**écotourisme** grâce à l'**existence** du fameux parc national d'Isalo.

Vendre leurs biens

On y recense 10 hôtels et 18 restaurants pour accueillir des touristes nationaux et étrangers. Certains établissements touristiques procèdent actuellement au chômage technique ou à la rotation de travail des employés. **D'autres** sont même en cessation temporaire **d'activité**. Parlant des guides touristiques et des accompagnateurs locaux qui sont au nombre **d'environ** 200 personnes, une grande partie **d'entre** eux se sont convertis dans **d'autres** activités comme l'**agriculture**. Il y en a ceux qui ont tenté l'**entrepreneuriat** tandis que **d'autres** qui **n'ont** plus trouvé de solution, ont commencé à vendre leurs biens pour survivre, a-t-on appris. Rappelons que le mois de mai et de juin de l'**année** dernière, le parc national d'Isalo a enregistré près de 4 911 visiteurs. Des chiffres réduits à néant pour la même période. Une situation qui affecte également le gestionnaire de l'**Aire** Protégée.

Coup dur

Par ailleurs, Madagascar National Parks fonctionne grâce aux droits **d'entrée** aux Aires Protégées. « Ces droits **d'entrée** nous permettent entre autres, de payer le salaire de notre personnel, **d'investir** dans des matériels pour le bon fonctionnement des sites ainsi que de contribuer au développement de la population avoisinant les parcs. Cette absence de visiteurs constitue ainsi un coup dur pour MNP alors que l'**an** dernier, 229 790 touristes ont été enregistrés, soit une hausse de 12% comparativement à l'**année** précédente. Et en dépit de tout cela, les activités techniques selon les urgences et les priorités liées à l'**écotourisme** au sein des Aires Protégées continuent », a expliqué Dr May Rakotoarijaona, le directeur général de MNP.



RESILIENCE

LES PETITS PECHEURS DANS LA TOURMENTE

<https://www.newsmada.com/2020/06/10/resilience-les-petits-pecheurs-dans-la-tourmente/>

La pêche assure la survie de plus de 100.000 petits pêcheurs et nourrit de nombreuses familles de la Grande île. Or depuis le début du confinement lié au Covid-19, le quotidien de ces pêcheurs s'est dégradé.

« Cette crise sanitaire risque de coûter cher aux communautés des pêcheurs si l'on ne prend pas des mesures de facilitation de

l'écoulement de produits de pêche, de l'accès aux marchés, de la transformation des produits, de l'accès aux informations et de l'acheminement des produits de première nécessité », a affirmé avec inquiétude Lalaina Rakotonaivo du WWF. En effet, « La suspension des activités de pêche engendre des manques à gagner importants pour différents acteurs du secteur, notamment les pêcheurs, mareyeurs et collecteurs ».

Sans acheteurs, les produits de la pêche perdent en valeur, soit jusqu'au dixième du prix normal dans certaines régions. A Ankazomborona, de la baie d'Ambaro, Amedy Ben Issouf, pêcheur, a confié que depuis mars, « Nous ne faisons plus aucun bénéfice et vendons à perte nos produits. Comme nous

n'arrivons pas à les épuiser, nous sommes contraints de les vendre à prix bradés: 10 unités à seulement 2.000 ariary. Nous sommes maintenant obligés de saler et sécher environ la moitié de nos thons et maquereaux qui sont rapidement périssables ». L'accès très limité aux marchés et l'absence de revenus contraignent certains pêcheurs à faire des prêts.



LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
S'ENGAGE DANS LE CONTRÔLE ET LA SURVEILLANCE
DES FORETS DE L'EST, APPYUE PAR LE PROJET
« PAYSAGE DURABLES DANS L'EST DE MADAGASCAR »
DE CONSERVATION INTERNATIONAL

DELITS FORESTIERS

Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable s'engage dans le contrôle et la surveillance des forêts de l'Est, appuyé par le Projet « Paysages Durables dans l'Est de Madagascar » de Conservation International.

Un des grands vestiges des forêts de l'Est, le Corridor Ankeniheny - Zahamena (CAZ) apporte mille et un bénéfices aux populations dans les Régions Atsinanana et Alaotra - Mangoro ainsi qu'à notre pays tout entier. Ses forêts sont les « poumons » de la partie orientale de Madagascar. Elles assurent le renouvellement de l'oxygène, captent le gaz carbonique de l'air et finalement, atténuent les effets du changement climatique. Les forêts garantissent la sécurité alimentaire à long terme. Elles préservent le sol de l'érosion, retiennent l'eau de pluie et pérennisent ainsi les sources de rivières. Les forêts abritent plusieurs espèces de plantes médicinales et des



ressources génétiques considérables. De nombreuses espèces d'animaux endémiques et spectaculaires ont trouvé refuge dans nos forêts et font de renommée de notre pays, attirant les touristes. Avec cette biodiversité exceptionnelle, les forêts sont aussi un laboratoire naturel pour les chercheurs. Les forêts servent de barrières aux cyclones ravageurs de cultures. Mais la spécificité du Corridor Ankeniheny - Zahamena

est aussi la présence de la centrale hydro-électrique d'Andekaleka. Une importante infrastructure qui fournit de l'électricité à des milliers d'entreprises, aux hôpitaux, aux écoles et à plusieurs millions d'habitants de Toamasina, d'Antananarivo et de plusieurs villes de la région, mais qui est fragilisée parfois par les aléas du climat, des pluies et de l'érosion. La stabilité et la durabilité de l'alimentation en électricité est vitale pour l'économie nationale.

La conservation des écosystèmes forestiers est au cœur de la gestion d'un paysage durable et sain, assurant le bien-être des populations environnantes et l'économie florissante d'un pays.

Les pressions et les menaces persistent, exacerbées par la pandémie de Covid-19



Des ressources humaines et financières sont déployées pour préserver le Paysage de l'Est, pour qu'il puisse continuer à faire bénéficier les populations de ces différents services. Des pratiques malsaines continuent pourtant à le dégrader. La déforestation, le tavy, le braconnage, l'exploitation illicite minière et forestière figurent parmi les principales menaces.

Par le passé, les exploitants illicites ont souvent profité des situations de crise pour commettre des crimes sur la biodiversité. Depuis la menace de propagation du Covid-19 et les mesures de protection et de confinement, les actes de délinquance se multiplient. Les autres aires protégées de Madagascar sont certes menacées, mais le Corridor Ankeniheny - Zahamena est désormais plus que menacé. Depuis un certain temps, des exploitants illicites de pierres précieuses ont pénétré dans les forêts du CAZ, dans la partie Andohahelo (Manandriana, commune d'Antenna, District Toamasina II). Partenaires engagés dans la préservation de cet héritage, le Vondron Olona Itony (VOI) Saizomena et le Maire d'Antenna ont signalé l'infraction à la Direction Régionale de l'Environnement et du



Développement Durable / DREDD Atsinanana et à Conservation International. Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, les autorités communales, les VOI et Conservation International ont engagé une réponse commune pour procéder au déguerpissement des exploitants illicites et mettre fin à leurs pratiques illégales dans le corridor forestier.

Un partenariat fructueux pour un objectif commun



Une mission de Brigade mixte de contrôle forestier a été dépêchée par le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable dans les communes rurales d'Antenna et de Satrandroy. Cette mission d'une durée de 30 jours était basée sur une stratégie de partenariat entre toutes les parties prenantes, mise en œuvre par la DREDD Atsinanana et le

cantonement forestier de Toamasina II. Conservation International a appuyé financièrement cette mission mais aussi techniquement, pour éviter la transmission de Covid-19 auprès de communautés locales. Une superficie de 10 000 ha de forêt a été contrôlée, aussi bien les forêts dans le noyau dur que dans les zones d'utilisations durables dont la gestion



a été transférée aux communautés. Constats des délits, déguerpissement des occupants illicites, destruction des installations illégales à l'intérieur du Corridor, matérialisation des zones de délimitation du CAZ par des plaques indicatrices, toutes ces actions ont été menées par la brigade mixte entre le 10 avril et le 9 mai 2020. Douze personnes ont été appréhendées et verbalisées

par le Cantonement forestier de Toamasina II puis déferées au parquet du Tribunal de Toamasina. Les bénéfices que la nature offre à l'humanité sont importants et méritent une gestion durable des paysages naturels, des aires protégées de Madagascar. Notre engagement est indispensable pour assurer un avenir sain et prospère pour nos enfants.



AIR MADAGASCAR GRAVES ACCUSATIONS CONTRE AIR AUSTRAL

<https://www.temoignages.re/developpement/transports-aeriens/air-madagascar-graves-accusations-contre-air-austral,98327>

Le 8 juin, un courrier relatant la gestion d'Air Madagascar par Air Austral d'un point de vue malgache a été publié par le journal « La Gazette de la Grande île ». 48 heures après cette parution, Air Austral n'a toujours pas réagi. Pourtant, les accusations visant les dirigeants de la compagnie réunionnaise sont nombreuses. **D'après** les auteurs du courrier, Air Austral a utilisé le partenariat stratégique lui donnant la direction de la compagnie malgache pour démembrer Air Madagascar au profit d'Air Austral, ce qui a contribué à un déficit d'environ 25 millions d'euros avant la crise du coronavirus.

Avant la crise du Covid 19, la collaboration avec Air Austral pendant trois ans s'est soldée d'un Bilan catastrophique de -102 milliards d'Ariary (environ -25 millions d'euros - NDLR). En effet la mascarade perpétrée par l'Ancien Régime en acceptant Air Austral dans l'Exécutif de la Compagnie Nationale n'a fait que confirmer les doutes émis à l'endroit de ce partenariat. Martelé et confirmé par les Contractants à savoir l'Etat Malagasy (Ancien régime) et Air Austral, que cette dernière est détentrice de 49 % des parts d'Actions. Pourtant, elle n'y avait investi qu'une part minime de 2 millions de dollars maximum équivalent de 7 %. Les autres parts ont été apportées par d'autres entités dont la Cnaps (environ 11 millions de USD) et un autre investisseur (environ 2 Millions de USD), pour un calcul élémentaire le Total approximatif qui atteindrait seulement les 15 %. Air Austral devait encore apporter 25 millions d' USD pour pouvoir atteindre les 49 %, alors pourquoi avait-on donné à Air Austral le droit de Gérer la compagnie Nationale ? A qui profite le crime ?

Air Madagascar démembrée par Air Austral

En trois ans de partenariat, Air Madagascar s'est vue davantage démembrée de ses moyens. Ses branches Extérieures Europe – Asie – Océan Indien et autres... ont toutes été détruites et démantelées aux profits d'Air Austral, les Agences fermées, les employés forcés d'intégrer Air Austral avec une dégradation en termes de Fonction, et ceux qui ne voulaient pas y aller ont été sèchement licenciés économiquement. Les systèmes de contrôle des activités et des Ventes sont dirigés par Air Austral et les ventes extérieures ne vont plus directement dans la Caisse de la Compagnie Nationale. Bien qu'Air Madagascar demeure une petite compagnie, la filialisation du réseau intérieur a été aussi actée et forcée. Ce qui explique le gouffre dans le compte de résultat de la compagnie Nationale. Car le fait d'avoir enlevé le réseau domestique qui auparavant contrebalançait les pertes accumulées dans les autres réseaux Longs courriers et Régionaux, augmenterait automatiquement l'écart dans le compte de Résultat. **N'oubliez pas** que depuis belle lurette Air Austral souhaitait opérer dans le réseau National Malgache et en le filialisant en créant TsaraDia ils ont mis leurs pattes dans le système.

Air Madagascar ponctionnée par Air Austral ?

Mais le massacre n'en restait pas là, en début 2019, Air Madagascar a été forcée à acquérir les vieux avions d'Air Austral. Deux ATRs plus vieux que ceux utilisés par Air Madagascar initialement. Ces avions arrivaient dans les hangars d'Air Madagascar avec leurs problèmes techniques tellement graves que les techniciens d'Air Madagascar se demandaient pourquoi un tel forcing. (...) Alors là, imposée par les dirigeants d'Air Austral, la restauration de ces deux avions a été opérée pendant environ un an avec bien sûr Air Madagascar qui casque toutes les dépenses. Une fois les travaux terminés, ces avions ont été directement assignés à la filiale TsaraDia en Location à Air Austral d'un montant d'environ 65 000 Dollars mensuels. Parlons-en du management de la société nationale, tous les Dirigeants ont été désignés par la société réunionnaise, du Directeur Général et trois Directeurs Généraux Adjoints et le secrétaire Général, en camouflant et en passant leur recrutement par un intermédiaire dénommé HK LAB. Des recrutements initiés et dirigés par Air Austral au détriment d'Air Madagascar car fallait-il préciser que c'est la Compagnie Nationale qui paie tous les frais relatifs à ces recrutements ?

A savoir leur salaire, leurs voitures de Fonction en location, leur loyer (Villa Haute Standing - JIRAMA – Gardiennage – Meubles et Equipements – Voyage – Connexion Internet Etc...), allez savoir combien Air Madagascar paie pour cela, en outre, pendant trois ans Air Madagascar était contrainte de payer aussi à Madev (Mascareigne Développement) une somme de 100 000 dollars mensuel pour leur soi-disant service.(...)

Qu'est-ce qu'on attend de l'Etat actuellement ?

Le régime actuel semble vouloir apporter un vent de changement, mais bute sur plusieurs points et questions

- La personne désignée à résoudre le secteur aérien est-elle vraiment la bonne ? Sa compétence est-elle à la hauteur de ce défi ?
- Les conflits d'intérêts
- Les lobbyings de partout
- **Les manœuvres perpétrées par Air Austral**
- L'incapacité d'accélérer les procédures de mise en place du nouveau CA et Direction Générale

Restructurer Air Madagascar sans Air Austral

Avant la crise du COVID19, les deux Airbus étaient déjà immobilisés, l'un à Châteauroux pour maintenance et changement moteurs, l'autre à Antananarivo sans moteurs (trois moteurs défaillants); Il n'est plus utile de rappeler que la crise sanitaire a enfoncé toutes les compagnies aériennes dans le monde, mais qu'en est-il pour Air Madagascar ? Avec 102 Milliards d'Ariary de perte avant la crise, cette somme doit être deux ou trois fois plus à l'heure on l'on parle, et si des mesures ne sont pas prises dans les prochains jours, la Compagnie Nationale coulera. La moitié des dirigeants actuels au sein de la compagnie sont toujours ceux recrutés par Air Austral et ne font qu'à leur tête pour appliquer à tout-va le système voulu par la compagnie réunionnaise. Que peut-on espérer de ces dirigeants-là ? Rien. Garder un système, un mode de gestion qui ont amené la compagnie dans un gouffre ne fera qu'enfoncer davantage la compagnie nationale et d'alourdir les pertes.

Plusieurs vols de rapatriement ont été opérés ces derniers jours, amenant des passagers de Madagascar vers des pays étrangers, et plusieurs encore seront opérés dans les prochains jours, mais qui en profiteront ? Les compagnies étrangères telles qu'Air France, Air Austral, Ethiopian Airlines.

Des vols cargos s'opèrent à l'International Air France – Turkish Airlines – Ethiopian Airlines exploitent la Destination Madagascar, mais Air Madagascar brille par son absence.

Alors s'il vous plaît arrêtons le massacre d'Air Madagascar. Il est grand temps de penser à sa restructuration.

- Accélérez la finalisation de la séparation avec Air Austral
- Arrêtez la comédie avec les sbires restants d'Air Austral
- Séparez-vous des dirigeants désignés par Air Austral, osez faire le pas
- Mettez les personnes qu'il faut pour la diriger quitte à mettre en place un collège de dirigeants pour assurer la transition vers les Nouveaux
- Gestion de la crise sanitaire

VIE ECONOMIQUE : LE TOURISME POUR SURMONTER LA PANDEMIE

<https://www.newsmada.com/2020/06/11/vie-economique-le-tourisme-pour-surmonter-la-pandemie/>

« Le tourisme peut servir de plateforme pour surmonter la pandémie. Par sa capacité de rassemblement, il peut promouvoir la solidarité et la confiance. Ce sont des ingrédients cruciaux pour favoriser la coopération mondiale, dont nous avons tant besoin si urgent aujourd'hui ». Tels sont les propos d'Antonio Guterres, secrétaire général de l'Organisation des nations unies, dans un message historique de portée mondiale. Il met ainsi en lumière le rôle incomparable de ce secteur dans la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la protection des populations les plus vulnérables dans nos sociétés.

Nul n'est sans savoir que le monde est aux prises avec les effets dévastateurs de la pandémie de Covid-19 et que le secteur du tourisme est l'un des plus durement touchés. Les professionnels à Madagascar qualifient le secteur de « sinistré ». Les voyages sont en recul, la peur en hausse et le futur incertain. Et la relance du secteur, tant au niveau de chaque pays qu'au niveau mondial, devient aujourd'hui un défi majeur.

« L'Organisation mondiale du tourisme est résolument engagée dans cette démarche. J'encourage toutes les parties prenantes du secteur du tourisme à explorer les moyens de mieux nous relever, y compris par l'action climatique et d'autres mesures pour promouvoir la durabilité et améliorer la résilience. Alors que nous mettons le cap vers un meilleur avenir, tenons notre engagement de ne pas faire des laissés-pour-compte », conclut Antonio Guterres.



MEDIAS NATIONAUX

Climat des affaires



Politique

CRISE DU CORONAVIRUS

2.000 AUTRES FRANÇAIS SOUHAITENT QUITTER LE PAYS

<http://www.midi-madagasikara.mg/covid-19/2020/06/09/crise-du-coronavirus-2-000-autres-francais-souhaitent-quitter-le-pays/>

4 500 Européens, pour la plupart des Français, ont déjà rejoint l'Europe depuis le début de la crise sanitaire à Madagascar. 2 000 autres Français veulent quitter le pays.

2 000 Français sont encore en attente **d'être** rapatriés en Europe. Ils ont déjà « signalé » l'**Ambassade** française sur leur « souhait de rentrer en France », publie-t-on sur le site Internet de l'**Ambassade**. Cette semaine, certains vont partir. Trois vols spéciaux seront déployés par l'**Ambassade** de France pour embarquer 180 ressortissants retenus dans les grandes villes comme Antsiranana, Mahajanga, Nosy-be et Antananarivo vers l'île de La Réunion. Vendredi prochain, un vol partira de la capitale pour rejoindre Antsiranana avant **d'atterrir** à La Réunion. Samedi, deux autres vols exceptionnels partiront tous **d'Antananarivo** et transiteront par Nosy-Be et Mahajanga, avant de mettre le cap tous à La Réunion. Les appareils des compagnies nationales Air Madagascar et Tsaradia assureront ces liaisons, selon les informations publiées sur le site de l'**Ambassade** française.

Fermeture

Depuis le début de la crise sanitaire, beaucoup **d'étrangers** de passage ou établis dans la Grande île ont préféré rejoindre leurs pays **d'origine**. En mars dernier, plus **d'une** centaine de ressortissants américains ont quitté le pays à bord **d'un** avion spécial affrété par leur gouvernement. Des mauriciens ont quitté Madagascar en avril dernier. Les Européens, quant à eux, **s'organisent** par le biais de l'**Ambassade** française pour rejoindre leurs pays **d'origine** dans un contexte de crise. Ainsi, depuis ces trois derniers mois, 4 500 Européens, dont la plupart sont des ressortissants français, ont écourté leur séjour à Madagascar pour rentrer chez eux malgré la fermeture du ciel malgache à cause de la pandémie. Des vols exceptionnels ont été organisés conjointement par les autorités malgaches et les représentations diplomatiques afin que l'**opération** de rapatriement soit rendue possible, voire facilitée.



Mandat

Une liste a été établie au niveau de l'Ambassade de France, depuis le début de la crise sanitaire, pour enregistrer les Européens, particulièrement les Français, qui se sont manifestés de vouloir rentrer chez eux, en Europe. En effet, au-delà des prochains vols de cette semaine, la représentation diplomatique française compte encore organiser d'autres départs pour l'Hexagone « sur la base des listes de 2 000 signalements, nourries par le centre de réponse téléphonique de sa cellule de crise ». Une liste qui est déjà clôturée, informe-t-on, et l'ambassade « n'enregistrera plus de signalement de souhaits de retour en France ». Aucune autre initiative ne peut alors être prise, indique l'Ambassade, dans le cadre de cette opération de rapatriement. « En dehors de ses interlocuteurs officiels à Madagascar, l'Ambassade de France à Madagascar n'a donné mandat à aucun organisme ou individu pour contribuer au suivi des questions liées à la gestion de la crise », lit-on sur le site de l'Ambassade. Et les vols exceptionnels vers la France, qu'ils partent de Tananarive ou de province, de même que les vols intérieurs exceptionnels visant à permettre le retour vers la France de Français et d'Européens de passage ou prioritaires sur le plan médical, sont organisés en lien étroit entre l'Ambassade et les compagnies aériennes, ainsi que les autorités malgaches compétentes, précise-t-on.

Politique FACE A FACE AVEC LE GOUVERNEMENT LE SENAT A ABORDE LE SECTEUR DES MINES ET HYDROCARBURES

<http://www.midi-madagasikara.mg/politique/2020/06/10/face-a-face-avec-le-gouvernement-le-senat-a-aborde-les-secteurs-mines-et-hydrocarbures/>

Les séances de présentation du rapport **d'activités** du gouvernement auprès des deux Chambres parlementaires se poursuivent. Hier, les sénateurs ont reçu le ministre de l'**Energie** et des Hydrocarbures, celui des Mines et des Ressources stratégiques, ainsi que celle de l'**Eau**, de l'**Assainissement** et de l'**Hygiène**. Une opportunité pour l'**exécutif** de défendre auprès des sénateurs les projets gouvernementaux sur la transition énergétique et la réforme du code minier. Christian Ramarolahy, titulaire du portefeuille de l'**Energie** et des Hydrocarbures a exposé devant ces derniers les raisons du maintien du prix à la pompe qui suscite actuellement beaucoup de questions auprès des parlementaires. Selon le ministre, le pays ne peut pas bénéficier de la chute mondiale du prix du pétrole à cause des arriérés de l'**Etat** auprès des pétroliers. La ministre de la Fonction publique, l'**Emploi** et des Lois sociales, celui des Postes et Télécommunications, ainsi que celle de la Culture et de la Communication, quant à eux, ont fait un passage auprès des députés au Centre de Conférence internationale. Cette dernière a réitéré les projets phares de son département, relatifs à la réhabilitation de tous les musées dans toute l'**île** et la refonte du code de communication médiatisée. Depuis deux semaines, les parlementaires ont reçu les membres du gouvernement pour exposer leurs réalisations devant un parlement très attentif aux performances de l'**exécutif** dans le cadre **d'une** crise sanitaire qui a mis à genoux l'**économie** du pays. En clair, les élus ont eu du temps pour évaluer les résultats de l'**exécutif** par rapport à la mise en **œuvre** de la politique générale de l'**Etat** fixée en début de la mandature.



Politique

PROJET TANAMASOANDRO DEPLACEMENT DU PROJET A IMERITSIATOSIKA OU ARIVONIMAMO

<http://www.midi-madagasikara.mg/a-la-une/2020/06/11/projet-tanamasoandro-deplacement-du-projet-a-imerintsiatosika-ou-a-arivonimamo/>

Le régime fait machine arrière quant à la réalisation de la nouvelle ville Tanamasoandro à Ambohitrimanjaka. Face à l'intransigeance de la population locale qui a contesté le projet, le gouvernement décide de le déplacer à un autre endroit.

Des études sont menées actuellement au niveau du Vice-ministère en charge des Nouvelles villes afin de déterminer un nouveau lieu d'implantation de ce projet considéré comme le projet phare de ce quinquennat d'Andry Rajoelina. D'après les informations, Tanamasoandro pourrait être déplacé soit à Arivonimamo, soit à Imerintsiatosika. De grands terrains encore inoccupés existent dans ces localités. Par ailleurs, techniquement, contrairement à Ambohitrimanjaka, la réalisation du projet ne nécessitera pas de remblayage. Cependant, vu la distance par rapport à la Capitale, la construction de routes aux normes est une priorité, ne serait-ce que pour faciliter le transport des matériaux.



Symbole du développement

En tout cas, après l'**annonce** du déplacement du projet par le ministre Zasy Angelo, les débats sont relancés sur les réseaux sociaux. Les populations de plusieurs villes, surtout en provinces réclament l'**implantation** de la nouvelle ville Tanamasoandro chez eux. Les habitants d'Ambohitrimanjaka sont notamment considérés comme » immobilistes « . En effet, la population locale a contesté la construction **d'une** nouvelle ville équipée de nombreuses infrastructures de pointe, entre autres, un hôpital, des infrastructures scolaires aux normes, des bureaux administratifs, des buildings et des milliers de logements sociaux, des centres commerciaux, une énorme avenue, des espaces verts et des lieux de loisir dans leur village. Des infrastructures que même la Commune Urbaine **d'Antananarivo** et la Capitale ne disposent pas. Pourtant, à l'**heure** actuelle, ce sont ce genre **d'infrastructures** qui sont considérées comme le symbole du développement. Nul **n'ignore** que, quand les Malagasy vont à l'**étranger**, ils **s'empressent** de prendre des photos devant les buildings, les ponts et les monuments, et non pas devant les rizières. **Quoiqu'il** en soit, les politiciens et les riverains qui étaient derrière ce mouvement de contestation à Ambohitrimanjaka seront jugés par l'**histoire** et par les » taranaka fara mandimby » quand Tanamasoandro verra le jour dans une autre ville.

Politique COVID-ORGANICS DEBUT DE LA COMMERCIALISATION A L'INTERNATIONAL

<http://www.midi-madagasikara.mg/politique/2020/06/11/covid-organics-debut-de-la-commercialisation-a-l-international/>

« Nous avons utilisé le Covid-Organics chez nos malades du coronavirus, en tant que protocole additionnel mais aussi en protocole exclusif. Nous avons pu confirmer son efficacité ». C'est ce qu'a déclaré hier le Directeur de Cabinet adjoint de la Présidence de la République du Tchad, Abdelkrim Idriss. Ce haut responsable confirme aussi que le Tambavy CVO a guéri des malades qui ont présenté des formes graves au Tchad. C'est donc la raison pour laquelle le président tchadien, Idriss Déby a dépêché un avion spécial à Antananarivo pour récupérer un nouveau lot de ce remède traditionnel amélioré de l'Institut Malgache des Recherches Appliquées (IMRA). Il s'agit de la deuxième réception de Tambavy CVO effectuée par le Tchad en l'espace d'un mois après celle du 9 mai dernier. Mais il convient de noter que cette fois-ci, il ne s'agit plus d'un don. En effet, le Tchad est le premier pays à avoir fait un achat de Covid-Organics. La Grande Ile a donc commencé la commercialisation de ce produit à l'international. D'après les informations, plusieurs autres pays envisageraient aussi d'emboîter le pas. Pour la deuxième acquisition d'hier, 20.000 doses ont été envoyées dont 10.000 doses curatives et 10.000 doses préventives. Pour l'heure, on ignore le prix de vente du Covid-Organics à l'international. Il convient cependant de noter que le chef de l'Etat a déjà annoncé que l'argent sera versé à l'IMRA, aux scientifiques et chercheurs malagasy. Le chef de la délégation tchadienne arrivée hier à la BANI Ivato a déclaré que le Tchad se met à la disposition de l'Etat malagasy en vue d'une étroite collaboration pour les essais cliniques sur le troisième protocole qui consiste à administrer une solution injectable aux malades du coronavirus.



Politique

LOI SUR L'ACCES A L'INFORMATION

LA SOCIETE CIVILE INTERPELLE LE GOUVERNEMENT

<http://www.midi-madagasikara.mg/politique/2020/06/11/covid-organics-debut-de-la-commercialisation-a-linternational/>

Les organisations de la société civile font de la transparence leur cheval de bataille durant cette crise sanitaire. Elles veulent que la loi sur **l'accès à l'information** à caractère public soit adoptée durant cette session ordinaire du parlement.

Depuis le début de la crise sanitaire, les organisations de la société civile réclament plus de transparence de la part de l'**Etat**. Elles multiplient les interpellations à **l'endroit** du gouvernement pour que les citoyens soient informés des actions du pouvoir public. « Vu le contexte actuel, il est **d'une** importance vitale pour le pays **l'adoption** rapide **d'une** loi sur **l'accès à l'information** », ont annoncé, hier, des organisations de la société civile dans une lettre ouverte adressée au ministère de la Communication et de la culture. Ce projet de texte, sous la houlette du ministère de Lalatiana Rakotondrazafy, est actuellement en cours **d'élaboration** après être passé en lecture tournante au niveau de plusieurs acteurs, dont des organisations de la société civile, plusieurs départements ministériels et des institutions. Cette nouvelle loi, pourtant, est une aubaine pour la société civile car elle « permettra à tous les citoyens malgaches **d'être** correctement informés de **l'action** des pouvoirs publics ».

Trouble

La société civile veut une avancée pour boucler le texte. Elle préfère que le projet de loi soit présenté lors de **l'actuelle** session ordinaire du parlement pour être adopté. « Nous ne pouvons pas permettre de repousser plus encore **l'adoption** de ce cadre juridique sur **l'accès à l'information**, un outil plus important que jamais dans **l'époque** trouble que nous traversons », ont soutenu les organisations de la société civile dans leur lettre. Elles veulent ainsi que le délai imparti par le ministère de la Communication et de la culture pour **l'élaboration** du texte soit écourté pour que le projet de loi soit transmis au parlement dans les meilleurs délais dans le cadre de la session parlementaire actuelle. Les points **d'amélioration**, selon toujours les organisations de la société civile, peuvent être rapidement corrigés afin que le texte, qui sera finalement présenté au parlement, ait un cadre légal solide pour **l'exercice** par tous les citoyens de leur droit à **l'information**.

Recul

Longtemps, la perspective de **l'adoption d'une** telle loi a été repoussée à cause **d'un** manque de volonté politique de la part des dirigeants du pays, déplore la société civile. Toutefois, **l'actuel** ministère de la Communication et de la culture a remis le dossier sur le tapis et appuie le conseil supérieur de **l'intégrité**, initiateur du projet de loi sur **l'accès à l'information** à caractère public, pour accoucher **d'une** loi sur le sujet. « La non-adoption de la loi durant la session parlementaire en cours signifierait alors un nouveau recul qui serait à **l'évidence** préjudiciable à tous, et en premier lieu aux citoyens », ont interpellé les organisations de la société civile. En revanche, **l'adoption** de cette loi complètera, selon toujours ces dernières, les premiers pas déjà franchis par le gouvernement par **l'adoption** du décret n°2019-236 du 26 novembre 2019 portant accès aux données « base paiement et encaissement relatifs à **l'exécution** budgétaire des organismes publics ». Un décret, qui devrait donner accès aux citoyens à une mine **d'informations** sur la gestion des comptes publics, mais que « **l'implémentation**, notamment à travers la création **d'un** portail des données ouvertes » est toujours en attente, a signalé la société civile.



Economie EDBM

INFOGRAPHIE : les impacts de la crise covid-19 sur l'économie

<https://edbm.mg/infographie-les-impacts-de-la-crise-covid-19-sur-leconomie/?lang=fr>

Dans le cadre de la mission « Aftercare Service », une enquête a été menée par la Cellule de Veille Economique et Stratégique de l'EDBM, afin d'évaluer les impacts du COVID-19 sur l'économie malagasy.

Le questionnaire a été diffusé auprès de 216 entreprises du secteur privé, à partir du 17 avril 2020. Les résultats visent à être utilisés pour déterminer les actions à entreprendre par l'EDBM, en termes d'analyse, de planification et de facilitation, afin de soutenir au mieux le secteur privé pendant et après cette crise sanitaire.

D'autres données additionnelles ont été prises en compte telles que CTM, Harvard Atlas ou encore Instat.

DISCLAIMER :

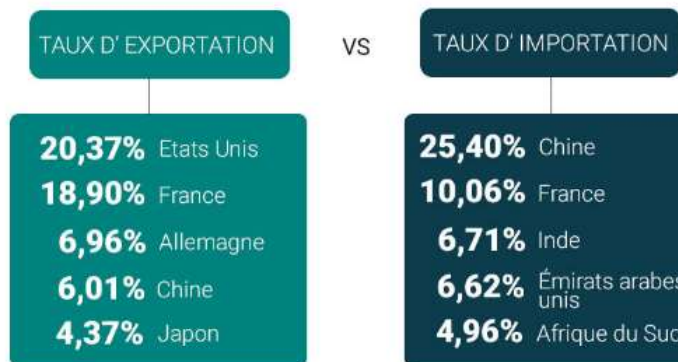
Les résultats de ce sondage concernent les 216 entreprises ayant répondu. Ce questionnaire permet de dégager une tendance générale qui mérite d'être affinée et suivie selon les secteurs

1 ▶ LES TENDANCES ÉCONOMIQUES

Commerce International

- **PAYS D'EXPORTATION** : Les principaux pays d'exportation de Madagascar sont les plus touchés par le COVID-19.

- **PAYS D'ORIGINE** : Les principaux pays d'importations sont touchés par le COVID-19.



Commerce International PRODUITS EXPORTÉS



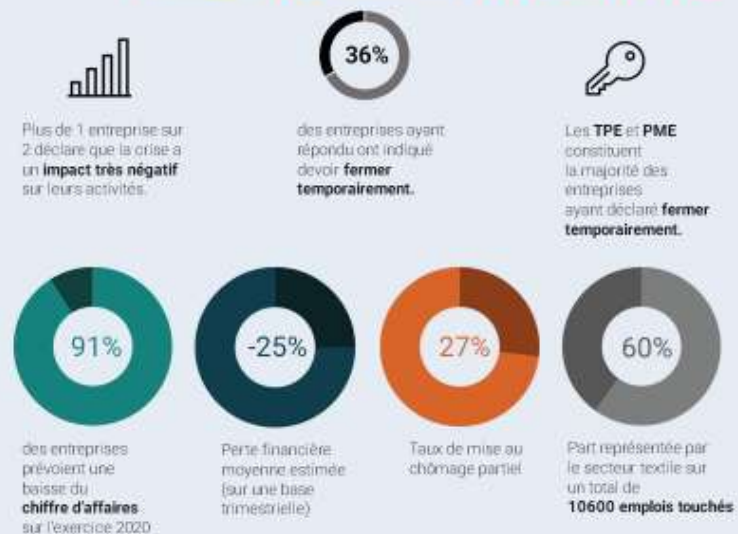
Commerce International PRODUITS IMPORTÉS



2 ▶ NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES SUR LES PREMIERS MOIS 2019 ET 2020



3 ▶ LES TENDANCES ÉCONOMIQUES MISES EN EXERGUE PAR L'ENQUÊTE

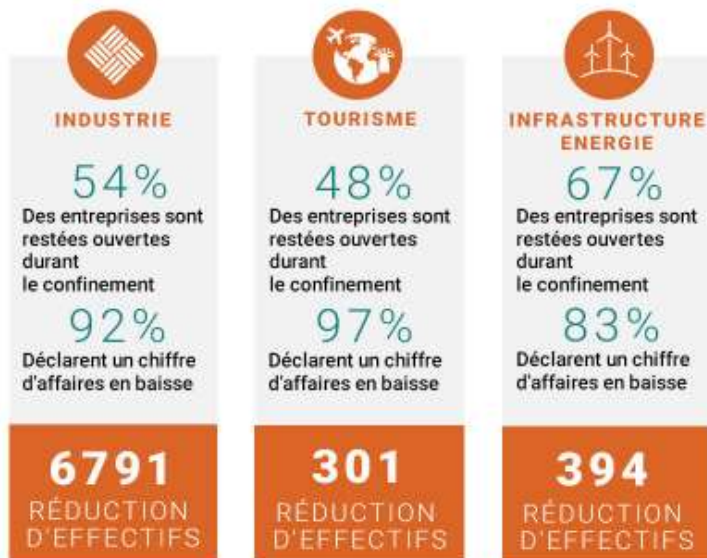


216 Entreprises répondants

4 ► AUTRES INFORMATIONS ÉCONOMIQUES



5 ► SITUATION SECTORIELLE



6 ► POST COVID-19

Manque de visibilité concernant le marché international

- 1 Evolution de la demande incertaine
- 2 Chaînes d'approvisionnement perturbées
- 3 Tendence à un repli sur soi avec un recul de la mondialisation et un rejet du multilatéralisme.

Opportunités identifiées par l'EDBM

- Production et transformation locale des produits agricoles
- Développement de la filière huiles essentielles et produits phytothérapeutiques
- Redynamisation du tourisme local
- Développement de l'e-commerce
- Digitalisation du travail

Economie CARBURANT

LES ARRIERES DES PETROLIERS BLOQUENT LA BAISSSE DES PRIX

<https://lexpress.mg/10/06/2020/carburant-les-arrieres-des-petroliers-bloquent-la-baisse-des-prix/>

Christian Ramarolahy le ministre de l'énergie et des hydrocarbures n'a pas échappé à la question sur les prix à la pompe qui restent désespérément inchangés malgré la baisse du cours international lors de son passage à Anosy hier. « Je ne suis pas satisfaite des explications qui ont été données sur les prix à la pompe jusqu'ici », a lancé la sénatrice Hanitra Ramahavalisoa. Comme elle, plusieurs de ses pairs ont soulevé la question.

D'emblée, le ministre a indiqué que ce n'est pas qu'une question de prix. « Il y a plusieurs paramètres à prendre en compte », a répondu Christian Ramarolahy qui a avancé en premier lieu l'argument du carburant raffiné. « Nous n'importons pas du brut mais des produits raffinés. Il y a un décalage entre les fluctuations de ces deux produits. Voilà pourquoi les baisses ne se répercutent pas immédiatement chez nous ». Pour illustrer ce décalage, le directeur général de l'Office malgache des hydrocarbures Jean Baptiste a indiqué que la vérité des prix n'a été atteinte en avril. « C'est à partir de ce moment que le prix de référence à l'importation a basculé en dessous du prix à la pompe à Madagascar », a-t-il fait savoir au téléphone.

Rappelant aux sénateurs son passé de trader, le ministre a par ailleurs déclaré que les prix des matières premières sur les marchés internationaux sont très volatiles. « Si le cours du brut a baissé de 60 à 13.8 dollars durant le mois de mars, il est actuellement à 40 dollars », a-t-il indiqué. Il a fait savoir qu'avec le concours de l'Office malgache des hydrocarbures, le ministère fait des projections suivant les données à leur disposition.



Ballon d'oxygène

Le défi d'après lui est d'évaluer le prix sur une période de six mois à un an. Le ministre prévient qu'avec la reprise progressive des activités économiques et la décision des pays producteurs de pétrole (OPEP+) de prolonger jusqu'à fin juillet, le cours peut bondir. Le ministère table toutefois sur une fourchette entre 35 et 40 dollars.

Christian Ramarolahy ajoute que l'autre paramètre à prendre en compte est le total des arriérés des opérateurs pétroliers. Il a indiqué devant les élus que la crise du coronavirus est un ballon d'oxygène pour l'état dont la priorité est donc d'épurer cette dette. Il a déclaré que ces arriérés devraient passer d'un plus haut de 194 milliards d'ariary en février à 120 milliards fin juin.

« Cela devrait s'accélérer à partir du mois de juillet car nous profiterons alors pleinement des baisses sur le marché international », ajoute-t-il en indiquant que ces arriérés devraient être totalement apurés au mois de septembre. À en comprendre le ministre, si baisse il y a, cela ne devrait intervenir qu'après le mois de septembre. Mais il ne l'a pas signifié explicitement. Il a néanmoins glissé qu'une baisse du prix du carburant serait plus opportun en période de relance qu'en période de crise et de confinement. La baisse du volume de consommation sur le marché intérieur et le poids de l'ariary face au dollar entrent également en jeu.

Economie

SECURISATION FONCIERE

LA DELIVRANCE DE CERTIFICAT FONCIER SUSPENDUE TEMPORAIREMENT

<https://www.newsmada.com/2020/06/10/securisation-fonciere-la-delivrance-de-certificat-foncier-suspendue-temporairement/>

Les complications rencontrées dans la délivrance des certificats fonciers ont emmené le ministère de l'Aménagement, de l'habitat et des travaux publics à suspendre temporairement cette procédure.

Le projet Croissance agricole et sécurisation foncière (Casef) a permis de délivrer 61.000 des 135.000 certificats fonciers prévus en 2019, d'après le bilan dressé par le ministre de l'Aménagement, de l'habitat et des travaux publics, Hajo Andrianainarivelo devant les sénateurs au palais d'Anosy, lundi.

« On a pu constater plusieurs problèmes dans la délivrance des certificats fonciers l'an passé, notamment au niveau des communes et des guichets fonciers. C'est la raison pour laquelle, les objectifs fixés n'ont pas été atteints. 95.000 certificats fonciers ont été contrôlés et 61.000 ont pu être délivrés. Cependant, l'objectif était de délivrer 135.000 certificats fonciers en 2019 », a fait savoir le ministre. « On a dû procéder à la revue du portefeuille avec la Banque mondiale. La délivrance des certificats fonciers est alors suspendue temporairement », a-t-il poursuivi.

Le département ministériel travaille actuellement sur un Plan local d'occupation foncière (Pluf) « aux normes », suivant des images satellites Haute définition. « L'idée est d'avoir un seul cadastre de Madagascar accessible à toutes les parties prenantes », selon Hajo Andrianainarivelo.

La sécurisation foncière continue

Toutefois, l'opération de sécurisation foncière continue au niveau du ministère de l'Aménagement. Ce dernier prévoit en effet d'implanter cinq autres guichets uniques cette année. La dématérialisation des services fonciers est également lancée. A ce sujet, un guichet automatique pour la circonscription d'Atsimondrano a été mis en place au service des domaines à Anosy, au mois de mai.

Outre le projet Casef qui entend sécuriser 500.000 parcelles dans 180 communes, d'autres projets visant la sécurisation foncière en milieu rural sont également en cours, entre autres l'Appui à la réforme et à la sécurisation foncière (ARSF) lancé dans la région Analamanga, le projet « Vahatra Foncier » dans la région Bongolava, ou encore le Projet d'appui au développement de Menabe et de Melaky (AD2M).



Economie

LOI DES FINANCES RECTIFICATIVES

LE PROJET ATTENDU AU PARLEMENT CE VENDREDI

<https://www.newsmada.com/2020/06/10/loi-de-finances-rectificative-le-projet-attendu-au-parlement-ce-vendredi/>

Sauf changement de dernière minute, le chef du Gouvernement présentera le projet de Loi de finances rectificative devant les députés, ce vendredi au CCI Ivato.

En gestation. Les ministres continuent à cogiter sur le Projet de loi de finances rectificative (PLFR) 2020, en attendant sa présentation devant la Chambre basse, prévue ce vendredi. Selon une source proche du dossier, depuis plusieurs jours, les membres du Gouvernement sont tenus de présenter leurs perspectives budgétaires devant leurs collègues de l'Exécutif.

« Cette exercice a été adopté afin d'éviter des surprises dans certains budgets ministériels », explique-t-elle. Dans cette optique, les budgets alloués à des projets qui n'ont pas d'impact immédiat sur le plan social, sont, soit sabrés soit abandonnés.

Après le scandale sur l'achat des bonbons à 8 milliards d'ariary par le ministère de l'Éducation nationale qui a défrayé la chronique, « l'Exécutif ne veut plus avoir de surprise », dit-on au niveau des ministères. C'est à ce titre que chaque détail compte lors de la présentation du budget de l'État et que chaque membre du Gouvernement doit être capable de donner des explications relatives à ses projets.

Quoi qu'il en soit, la crise mondiale liée au coronavirus a laissé des traces. Le Gouvernement est ainsi obligé de revoir la copie du PLFR, pour répondre aux urgences socioéconomiques du moment. À ce titre, à l'instar des ministères de souveraineté auxquels certains domaines ne devraient pas connaître trop de sabrages budgétaires, comme c'est le cas des ministères en charge de la sécurité, de la Santé publique, d'autres entités risquent donc de voir leur budget réduit.

Plan post-Covid-19

Pendant ce temps, crise sanitaire oblige, certaines organisations de la société civile estiment que la LFR doit être examinée après l'officialisation d'un plan de relance économique post-Covid-19, à travers notamment le Plan multisectoriel d'urgence.

« Le PLFR 2020 est attendu par tous, car il doit être la déclinaison de la politique du Gouvernement dans la lutte contre le Covid-19 et la préparation de l'après (...) », a indiqué Hony Radert du Collectif des citoyens et des organisations citoyennes (CCOC), sur les réseaux sociaux, en notant que l'examen du projet de LFR accuse déjà un retard.

Dans une émission télévisée, le chef de l'État avait déjà annoncé qu'une réunion avec le secteur privé se ferait dans le courant de cette semaine mais celle-ci est encore en attente.

Par ailleurs, les deux Chambres du Parlement pourraient ne disposer que de quelques jours pour examiner les documents, d'autant que la première session parlementaire ordinaire ne dure que soixante jours, sans oublier la célébration de la fête nationale.



Economie

LES MEMBRES DU SECTEUR PRIVE NE RECONTRERONT PAS LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE CETTE SEMAINE. LA RENCONTRE A ÉTÉ REPOUSSEE A MERCREDI

<https://www.moov.mg/actualites/economie/detail/secteur-priv%C3%A9-la-rencontre-au-sommet-report%C3%A9>

Encore un rendez-vous manqué pour l'économie et l'emploi. De sources concordantes auprès des membres du secteur privé, la rencontre annoncée par le président de la République lors de sa dernière intervention télévisée ne se fera finalement que mercredi prochain. Prévus se tenir hier, il a été signifié aux présidents de groupement patronal que la rencontre sera reportée. «On nous a appelés en cours de semaine pour dire que la rencontre était reportée vendredi. Ce matin (jeudi), j'apprends que c'est reporté pour mardi. Finalement, on nous a dit que ce sera pour mercredi», détaille un membre du secteur privé joint au téléphone. Raison évoquée : l'élaboration de la loi de finances rectificative. «Nous craignons qu'une fois de plus on nous mette devant le fait accompli mercredi», indique un autre membre du secteur privé. «Le plan pour le secteur privé ne doit-il pas figurer dans le projet de loi de finances rectificative?», s'interroge-t-il en soulignant qu'un certain agacement commence à gagner les patrons. Il émet ainsi des doutes sur la volonté de l'exécutif de dialoguer.

Happé par la crise sanitaire, le gouvernement reste discret sur le front de l'économie. Hormis le report des échéances fiscales et l'annonce d'un plan de mitigation qui finalement ne verra pas le jour, les questions autour du maintien des activités et l'emploi semblent être reléguées au second plan. C'est du moins ce que pense l'un des interlocuteurs qui préfèrent tous garder l'anonymat. «Ils ne semblent pas comprendre l'impact du chômage en série qui est en train de se dessiner», indique-t-il. En début de semaine, le président du Groupement des entreprises de Madagascar Thierry Rajaona a signifié la perte de centaines de milliers d'emplois. Les conséquences de la pandémie vont donc largement au-delà de la sphère sanitaire. Dans les quartiers, les habitants commencent à noter une recrudescence des larcins.

Le directeur exécutif du Programme alimentaire mondial David Beasley parle sans équivoque d'une «pandémie de la faim». Un rapport de l'ONU indique que le nombre de personnes au bord de la famine pourrait doubler cette année, passant de 135 millions en 2019 à 265 millions fin 2020. La perte de revenus liée au confinement et à l'arrêt des activités surtout dans le tourisme a plongé des ménages dans la précarité pratiquement du jour au lendemain.



Economie FIDA

LANCEMENT D'UN MECANISME COVID-19 DE RELANCE EN FAVEUR DES POPULATIONS RURALES

<http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2020/06/03/secteur-industriel-dix-nouvelles-pmi-seront-creees-cette-annee/>

Aucun pays dans le monde n'a été épargné par cette pandémie de Coronavirus

Face à cette situation **d'exception**, le FIDA (Fonds International du Développement Agricole) lance un mécanisme Covid-19 de relance en faveur des populations rurales pauvres, connu sous l'**acronyme** anglais RPSF pour toutes les nations qui sont vulnérables à cette crise sanitaire. Madagascar a saisi cette opportunité en adressant au FIDA une proposition de projet dans ce sens; et ce, via le ministère en charge de l'**Agriculture**, de l'**Elevage** et de la Pêche. Le pays espère ainsi **qu'un** partenariat puisse être noué prochainement pour activer ce mécanisme Covid-19.

Assez fiers

Dans la même foulée, le ministère de tutelle a évoqué que dans le cadre du plan multisectoriel de relance après cette crise sanitaire, pour les secteurs agricole et halieutique, le défi consiste à pallier le déficit alimentaire à travers un appui plus conséquent à l'**augmentation** de la production. Ce qui permettra, en même temps, de limiter les pertes de revenus chez les producteurs à travers l'**appui** à la commercialisation, au stockage, à la conservation et à la transformation des produits. Mais en parlant de la finalisation de l'**accord** conclusif de l'**Evaluation** de la Stratégie du Programme Pays (ESPP) par le bureau indépendant de l'**évaluation** du FIDA à Madagascar, Sara Mbago-Bhunu, la directrice régionale de la Division Afrique Orientale et Australe du FIDA, **s'est** exprimée. « Nous sommes assez fiers de nos gains à Madagascar en termes de productivité rurale, de revenus et **d'entrepreneuriat**. L'**établissement** des liens entre les agriculteurs et les opérateurs du marché a été essentiel pour améliorer les opportunités économiques dans les zones rurales », a-t-elle déclaré.



5,4 millions USD d'investissements

Il est à noter que les travaux conjoints entre le FIDA et le gouvernement malgache, au cours des sept dernières années, soit entre 2013 et 2019, ont été passés en revue. Cela couvre six projets d'un coût total de 510 millions USD et met en évidence les réalisations et les domaines à améliorer en vue de la formulation du prochain COSOP pour couvrir la période 2020-2023, qui correspond en même temps à la mise en **œuvre** du Plan Emergence de Madagascar. Parmi les réalisations, plusieurs projets ont introduit des innovations palpables conduisant à des résultats positifs, a-t-on évoqué. A titre d'illustration, le FIDA a réussi à intégrer un grand nombre de micro-entreprises et des PME dans des secteurs à forte valeur ajoutée en associant des organisations paysannes et des opérateurs du marché. Plus concrètement, la création de près de 400 couplages entre ces deux acteurs de développement, a permis d'attirer plus de 5,4 millions USD d'investissements dans le secteur privé. Par ailleurs, « environ 70 000 personnes ont bénéficié d'activités de formation et de sensibilisation qui sont essentielles pour le renforcement de capacités de nos bénéficiaires et la diffusion des techniques de production améliorées », a conclu Fabrizio Felloni, responsable par intérim du bureau indépendant de l'évaluation du FIDA.

Société

UNE VINGTAINE DE PARAMEDICAUX CONTAMINES

<https://www.newsmada.com/2020/06/10/coronavirus-une-vingtaine-de-paramedicaux-contamines-2/>

En avril, un jeune interne en contact direct avec des malades hospitalisés a été contaminé au coronavirus. Ce nombre a progressivement augmenté en mai pour passer à cinq soignants touchés, à savoir deux médecins et trois paramédicaux. A l'heure actuelle, au moins une vingtaine de paramédicaux sont atteints du Covid-19, dont la majorité est localisée à Toamasina, selon le président du Syndicat des infirmiers et sages-femmes de Madagascar (Sisfm), Jerisoa Ralibera.

Le syndicat des paramédicaux a déjà tiré la sonnette d'alarme concernant leur situation sanitaire dans les hôpitaux après que l'un des leurs a été infecté. Mais devant l'évolution inquiétante de la situation, il lance maintenant un cri de détresse.

« Ces chiffres sont en dessous de la réalité, car on attend encore les résultats des tests effectués sur d'autres paramédicaux », a-t-il indiqué. Et de déplorer que les équipements mis à leur disposition ne répondent pas totalement aux normes.

« Même si nous avons déjà alerté les différents responsables à ce sujet, les efforts fournis restent encore insuffisants, ce qui aboutit à cette situation », souligne-t-il. D'ajouter que deux médecins de la Santé publique font partie des victimes.

Une manifestation d'alerte

Pour alerter davantage l'Etat sur sa situation, le SISFM organisera une manifestation, mais non pas une grève, ce vendredi.

« Depuis le 20 avril, le syndicat et le ministère de la Santé publique ont déjà engagé plusieurs négociations suivies d'un plan d'action, mais cela reste lettre morte jusqu'à présent», a déclaré le président du SISFM. Des Equipements de protection individuelle (Epi) respectant les normes, le renforcement de la formation et le partage d'informations sur cette pandémie découverte récemment ainsi que des primes en guise de motivation pour le personnel soignant en première ligne constituent leurs principales revendications.

« Il ne s'agit pas d'observer une grève ni de fuir notre responsabilité en cette période difficile. C'est une manifestation pour tirer la sonnette d'alarme », a conclu Jerisoa Ralibera.



Société

REOUVERTURE PROGRESSIVE DES CENTRES IMMATRICULATEURS

<https://lexpress.mg/09/06/2020/document-administratif-reouverture-progressive-des-centres-immatriculateurs/>

Après près de trois mois de fermeture, les centres immatriculateurs (CIM) vont rouvrir leurs portes, demain 10 juin, à l'**exception** de celui de Toamasina. Ils reprennent progressivement leurs activités. « Il n'y aura pas de réception de nouveaux dossiers, pour le moment. Nous allons traiter les dossiers déjà déposés, uniquement », a expliqué le chef du centre immatriculateur d'**Antananarivo**, Briand Philippe Randriamahafey, hier.

Ces centres vont commencer par la délivrance des permis de conduire et des cartes grises, le traitement des nantissements et le visa des cartes violettes.

Ces activités vont se dérouler sous certaines conditions pour éviter la propagation du virus de Covid-19 qui circule dans la communauté. À Antananarivo, où le virus fait plusieurs victimes, pas plus de cinquante personnes par jour seront servies. Le CIM va communiquer les listes des usagers sur sa page Facebook et les afficher dans ses bureaux à Ambohidahy ou à l'**Alhambra** Ankadimbahoaka, une semaine à l'**avance**.

Leur heure **d'ouverture** est limitée entre 8 heures 30 et 11 heures 30 par jour. Le centre immatriculateur à Ambohidahy va assurer le traitement des attestations de non gage, l'**inscription** de gage et la radiation de gage, chaque lundi, mercredi et vendredi, et le visa de la carte violette aura lieu le mardi et le jeudi. Son annexe à l'**Alhambra** Ankadimbahoaka sera chargée de la distribution des cartes grises, le lundi, le mercredi et le vendredi. La délivrance du permis de conduire aura lieu chaque mardi et jeudi, dans le même endroit. Le port de masque et le respect des autres gestes barrières sont obligatoires pour toutes les personnes qui fréquentent ces bureaux. Les activités des CIM étaient suspendues depuis le début du confinement, au mois de mars. Ils décident de reprendre, demain, avec un service minimum et un nombre très limité **d'usagers**.



Société

COVID-19

41 NOUVEAUX CAS ET 16 GUERISONS, HIER

<http://www.midi-madagasikara.mg/societe/2020/06/12/covid-19-41-nouveaux-cas-et-16-guerisons-hier/>

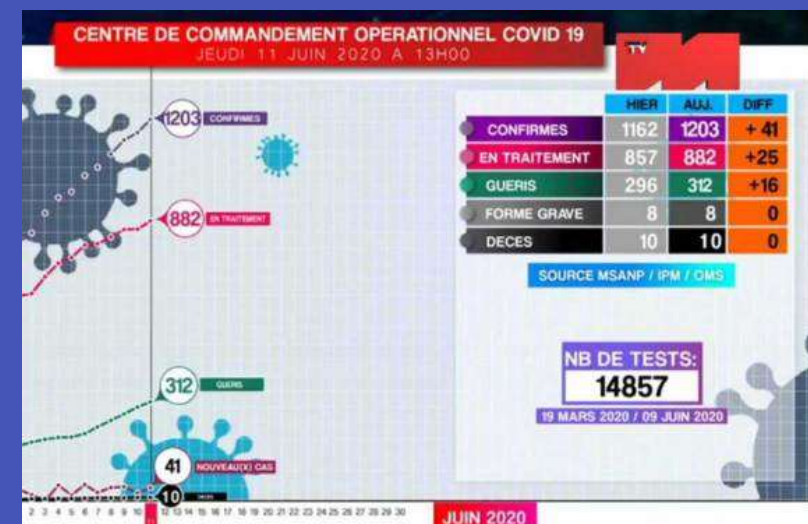
La province de Toamasina compte toujours le plus grand nombre de nouveaux cas par jour, si l'on se réfère aux bilans quotidiens dressés par le Centre de commandement opérationnel (CCO) Covid-19, suivie par la localité d'Antananarivo.

Avec une quarantaine de nouveaux cas par jour, en moyenne, ces dernières semaines, le coronavirus continue de se propager. Hier, le bilan a fait état de 41 nouveaux cas sur 363 prélèvements traités par trois laboratoires à savoir l'Institut Pasteur de Madagascar (IPM) à travers son laboratoire à Antananarivo et le laboratoire mobile à Toamasina ; le Centre d'infectiologie Charles Mérieux (CICM) et le laboratoire de l'hôpital Joseph Ravoahangy Andrianavalona (HJRA). Ainsi l'IPM a effectué des tests sur 159 prélèvements dont 79 à Antananarivo et 80 au laboratoire mobile à Toamasina. Ainsi, 9 cas positifs ont été relevés par le laboratoire de l'IPM dans la capitale, dont 7 localisés à Toamasina et 2 à Antananarivo, tandis que 21 cas positifs ont été identifiés par le laboratoire mobile dont 15 localisés à Toamasina, 5 à Fenoarivo Atsinanana et 1 à Soanierana Ivongo.

Formes graves et guérisons

De son côté, le CICM a effectué des tests sur 89 prélèvements parmi lesquels 5 cas positifs ont été relevés, dont 4 à Antananarivo et 1 à Moramanga. Et enfin, le HJRA a effectué les tests sur 115 prélèvements et a trouvé 6 cas positifs, tous localisés à Antananarivo. Le bilan récapitulatif des nouveaux cas rapportés, hier, par la porte-parole du CCO, indique ainsi 31 nouveaux cas dans la province de Toamasina, et 10 à Antananarivo. Au total, 1203 cas de Covid-19 ont été confirmés jusqu'à présent à Madagascar sur 14857 tests PCR effectués. Quelque 882 patients sont actuellement en traitement, dont 8 patients présentant une forme grave de la maladie. Ils sont pris en charge respectivement au CHU Morafeno à Toamasina (2 patients) ; à l'hôpital Joseph Raseta Befelatanana (4 patients) ; à l'hôpital Analakininina Toamasina (1 patient) et à l'hôpital Andohatopenaka (1 patient).

Au chapitre des guérisons, 16 patients ont regagné leur domicile après avoir vaincu le coronavirus. Il s'agit de 8 patients au CHU Morafeno, 3 à Analakininina ; 4 à Befelatanana et 1 à Andohatopenaka, qui portent ainsi à 312 le nombre de patients guéris du Covid-19 à Madagascar depuis le début de l'épidémie. Le nombre de décès reste à 10.



MEDIAS INTERNATIONAUX

Actualités sur
Madagascar



ANTANANARIVO EN QUETE D'UN REMEDE MIRACLE POUR AIR MADAGASCAR

<https://www.jeuneafrique.com/998347/economie/antananarivo-en-quete-dun-remede-miracle-pour-air-madagascar/>

Le réunionnais Air Austral doit quitter sous peu le capital de la compagnie malgache, laissant l'État en reprendre complètement les rênes.

Pas de vol avant le 30 juin. C'est jusqu'à cette date que [restent suspendues les liaisons régionales et internationales d'Air Madagascar](#). En attendant, un de ses ATR a été aménagé en configuration cargo, ces dernières semaines, tandis que sa filiale domestique Tsaradia a opéré plusieurs vols de rapatriement des provinces malgaches vers la capitale, notamment pour les 850 employés des mines d'Ambatovy (dans l'est du pays). Air Madagascar a également réalisé le rapatriement d'expatriés français vers la Réunion.

Selon nos informations, la sortie d'Air Austral du capital de la compagnie malgache devrait intervenir de manière imminente. L'État sera donc de retour aux pleines commandes de son pavillon national au moment de la réouverture du ciel.

[Détenteur de 44% du capital depuis trois ans, le partenaire stratégique réunionnais](#), qui disposait d'un droit de veto sur les nominations et les décisions, négociait depuis le début de l'année le rachat de sa participation (et celle du groupe industriel Rajabali) par la Caisse nationale de protection sociale malgache (Cnaps), [comme le détaillait Jeune Afrique en février](#).



ANTANANARIVO EN QUETE D'UN REMEDE MIRACLE POUR AIR MADAGASCAR

<https://www.jeuneafrique.com/998347/economie/antananarivo-en-quete-dun-remede-miracle-pour-air-madagascar/>

Le réunionnais Air Austral doit quitter sous peu le capital de la compagnie malgache, laissant **l'État** en reprendre complètement les rênes.

Pas de vol avant le 30 juin. **C'est jusqu'à** cette date que [restent suspendues les liaisons régionales et internationales d'Air Madagascar](#). En attendant, un de ses ATR a été aménagé en configuration cargo, ces dernières semaines, tandis que sa filiale domestique Tsaradia a opéré plusieurs vols de rapatriement des provinces malgaches vers la capitale, notamment pour les 850 employés des mines d'Ambatovy (dans **l'est** du pays). Air Madagascar a également réalisé le rapatriement **d'expatriés** français vers la Réunion.

Selon nos informations, la sortie **d'Air Austral** du capital de la compagnie malgache devrait intervenir de manière imminente. **L'État** sera donc de retour aux pleines commandes de son pavillon national au moment de la réouverture du ciel.

[Détenteur de 44% du capital depuis trois ans, le partenaire stratégique réunionnais](#), qui disposait **d'un** droit de veto sur les nominations et les décisions, négociait depuis le début de **l'année** le rachat de sa participation (et celle du groupe industriel Rajabali) par la Caisse nationale de protection sociale malgache (Cnaps), [comme le détaillait Jeune Afrique en février](#).



MEDIAS INTERNATIONAUX

Actualités régionales





LA REUNION
10 juin 2020

LA REUNION : TOURISME : « L'HEURE EST GRAVE, IL Y A MEME UNSENTIMENT DE COLERE »

https://www.zinfos974.com/Tourisme-L-heure-est-grave-il-y-a-meme-un-sentiment-de-colere_a155848.html

Le MEDEF Réunion et les professionnels du tourisme demandent la "réouverture du ciel sécurisée et respectueuse du territoire" avant le 1er juillet.

A l'heure du déconfinement le 11 mai, le manque de visibilité sur le comportement du virus ne permettait pas aux professionnels du tourisme de clamer haut et fort la réouverture de Gillot, sachant la probable protestation populaire qui aurait pu en découler. Mais après un mois de recul et une épidémie qui reste contenue à des chiffres faméliques à La Réunion, les pro du tourisme montent cette fois franchement au créneau, dans la lignée du lobbying opéré la semaine dernière par la Fédération des entreprises d'Outre-mer (FEDOM).

"A l'heure où l'Europe rouvre ses frontières sans contraintes de quatorzaine ou de justificatifs de déplacement, et que la Corse n'est plus soumise aux dispositions restrictives grâce à la pression des élus, la situation des territoires d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Réunion) pourtant en zone verte contrairement à d'autres départements de l'Hexagone dont les libertés ont été rétablies, reste inchangée malgré les annonces de ce weekend", comparent-ils cette "spécificité domienne" dont ils se seraient bien passés. "Les professionnels sont toujours en attente de l'égalité de traitement entre les régions métropolitaines, la Corse et les Outre-mer. La destination Réunion doit être pleinement accessible aux mois de juillet et août. Et c'est maintenant que tout se joue !", clament les professionnels du tourisme, soutenus par le MEDEF Réunion, réunis à la Nordev.

Des chiffres en baisse de 40% sur l'année

"L'heure est grave, il y a même un sentiment de colère", résume Didier Fauchard, le président du MEDEF Réunion, alors que la perte est estimée à 25% sur juillet-août, et à 40% sur l'année. "Il y a 40 ans, il n'y avait pas de tourisme", rappelle Patrick Serveaux, le président de l'UMIH Réunion, soulignant que le secteur, "première ressource de La Réunion avant la canne à sucre", concentre aujourd'hui 11500 emplois et plus d'un milliard de chiffre d'affaires, avec près de 500 000 touristes par an. "À La Réunion, on a maintenu des quotas dans les avions, malgré avis de l'Europe", déplore-t-il. "C'est discriminatoire, le Parisien peut aller à Marseille".



Pour Jean-Marc Grazzini, il reste un frein à la reprise du trafic : la quarantaine alors que "le test PCR paraît être une solution", estime le directeur général adjoint d'Air austral. "Les voyages en avion sont sûrs", veut en outre rassurer Claire Tabakian, directrice régionale Océan Indien d'Air France, rappelant les mesures comme la prise de température, le port du masque, le filtrage de l'air et la stérilisation, mais aussi les tests "pour montrer à la population réunionnaise que les touristes qui arrivent sont sains". Pour les hôteliers, la situation est critique. "On a la chance d'avoir la clientèle locale qui nous aide. Mais c'est seulement 30% de la clientèle", fait remarquer le vice-président de l'UHR (Union des hôteliers de La Réunion). "Il est impossible de rentabiliser nos établissements avec 2 jours plein par semaine", constate-t-il. "Tant que le tourisme ne reprend pas, les patrons ne peuvent pas se verser de salaire", ajoute Yves Scullier, le représentant de l'association Défi Réunion. Alors qu'un Français sur 2 à déjà réservé ses vacances, mais rien sur les DOM-TOM", il tire la sonnette d'alarme : « 20 à 30 000 emplois sont menacés ».

Un plan de soutien demandé à l'Etat

Parmi les secteurs impactés figure aussi celui de la location de voiture. "Cela représente près de 22,1% des recettes liés au tourisme, c'est le deuxième après logement", rapporte Yves Tabuteau, président de la branche location du syndicat de l'importation et du commerce de la Réunion (SICR), agacé de ne pas avoir vu que de simples mesurées. « La restauration est également en souffrance. "La restauration a été stigmatisée : on a été les premiers fermés et les derniers ouverts", s'insurge Philippe Doki-Thonon, restaurateur, comparant la situation à la crise du Chikungunya. "On n'est jamais pris en compte dans les décisions. On est les seuls patrons à n'avoir reçu aucune aide", dénonce celui qui reste tout de même optimiste avec "40% du chiffre habituel". Un autre regrette les contrôles des gendarmes, "comme si on était des voyous". Réclamant la fin de la quarantaine, les professionnels du tourisme demandent à l'Etat une campagne de promotion, une campagne de commercialisation et un plan de soutien. Une aide en somme similaire à celle octroyée lors de la crise du Chikungunya.